ICR
INVESTMENT CLIMATE REFORM FACILITY

Co-funded by the European Union

german cooperation
DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT

BRITISH COUNCIL

ÉCONOMIE SOCIALE ET VERTE

Implemented by

giz

BRITISH COUNCIL

EXPERTISE FRANCE
GROUPE AFD

SNV

CONCLUSIONS ICR 2020-25

À propos de la Facilité ICR

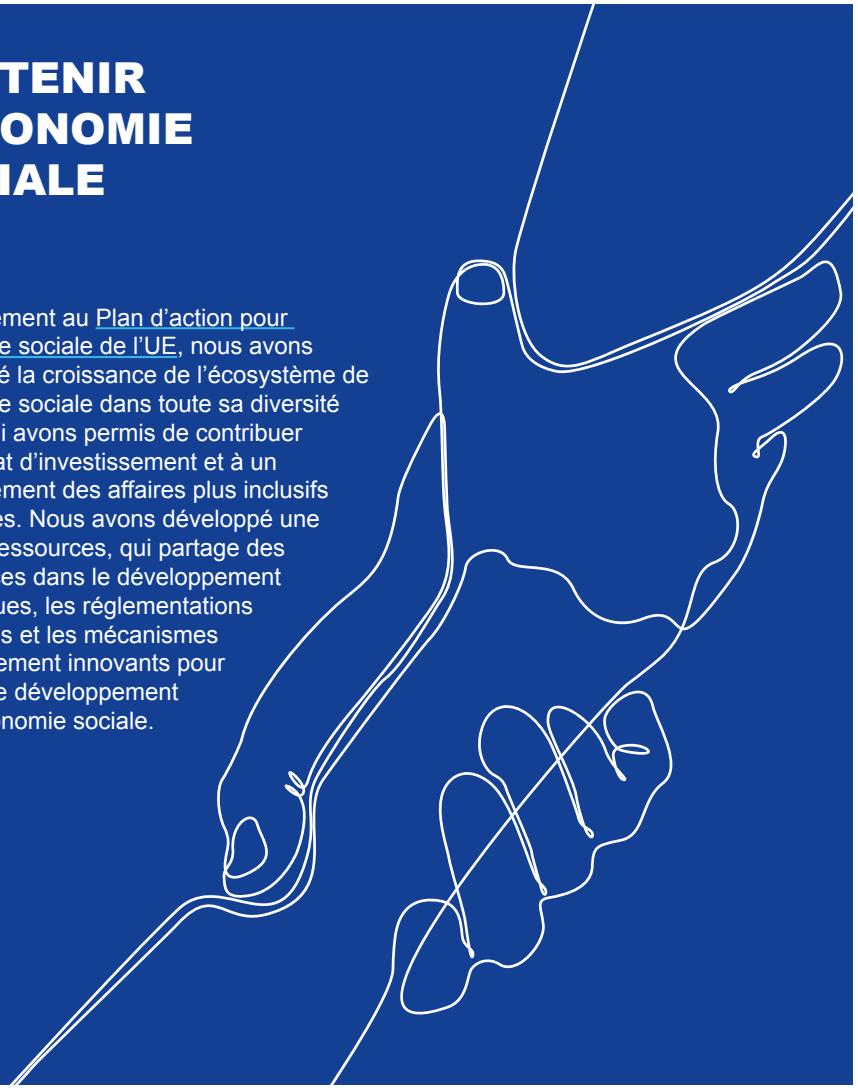
La Facilité ICR soutient les réformes de l'environnement des affaires, afin que le secteur privé s'épanouisse et crée des emplois décents et une croissance durable dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Avec plus de 100 projets d'assistance technique dans plus de 60 pays réalisés lors de sa première phase de cinq ans, cette série de brochures « Conclusions » se concentre sur le travail réalisé avec nos partenaires dans nos domaines cibles principaux.

DANS LA MÊME SÉRIE :

- ACCÈS AU FINANCEMENT
- DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ POUR LES RÉSULTATS
- AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES
- AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES JEUNES

SOUTENIR L'ÉCONOMIE SOCIALE

Conformément au Plan d'action pour l'économie sociale de l'UE, nous avons encouragé la croissance de l'écosystème de l'économie sociale dans toute sa diversité et nous lui avons permis de contribuer à un climat d'investissement et à un environnement des affaires plus inclusifs et durables. Nous avons développé une série de ressources, qui partage des expériences dans le développement de politiques, les réglementations financières et les mécanismes de financement innovants pour soutenir le développement d'une économie sociale.



SOUTENIR L'ÉCONOMIE VERTE

Nous avons également facilité les efforts pour le développement d'une économie durable pour l'environnement en fournissant une assistance technique aux réformes de l'environnement des affaires, ce qui a mené à des emplois propres et verts, des industries résilientes au changement climatique et un accès au financement climatique.

Nous pensons qu'il est important d'insister sur le rôle essentiel des investissements privés dans l'adaptation au changement climatique pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et nous avons développé une série de ressources pour en fournir un aperçu.

Mise en œuvre de notre approche

Entre 2020 et 2025, nous avons fourni un certain nombre d'interventions basées sur les besoins de nos partenaires. Plus nous avancions, plus nos expériences influençaient notre approche, qui a été continuellement affinée. En voici quelques exemples.

DES EMPLOIS DÉCENTS DANS L'ÉCONOMIE VERTE

Nous avons soutenu la Commission de l'océan Indien pour fournir des documents non contraignants afin de faire pression sur ses états membres pour qu'ils régulent le secteur du recyclage et encouragent des pratiques et des emplois décents pour les travailleurs·euses de l'économie informelle dans ce secteur, qui sont principalement des femmes et des personnes vulnérables. Cette intervention avait pour objectif de soutenir le développement d'une économie verte et inclusive dans l'océan Indien.

UNE STRATÉGIE NATIONALE DES EMPLOIS VERTS

Nous avons fourni une assistance technique au ministère de l'emploi et des relations de travail du Ghana pour réaliser un dialogue public-privé inclusif pour la mise en œuvre réussie de la stratégie du pays en matière d'emplois verts.

DES POLITIQUES INDUSTRIELLES AXÉES SUR LES ÉCONOMIES DURABLES

Nous avons travaillé avec le ministère de l'investissement, de l'entrepreneuriat et de l'industrie aux Seychelles et le ministère du commerce, de l'industrie et des affaires de l'Eswatini pour formuler de nouvelles politiques industrielles visant à encourager des économies plus résilientes, diversifiées et durables pour l'environnement. industries in Eswatini. Les initiatives proposées étaient axées sur l'établissement de nouvelles chaînes de valeur vertes pour la diversification économique et la fabrication à base de déchets, des incitations et programmes de formation pour encourager la participation des femmes dans les nouveaux secteurs des Seychelles, ainsi que des efforts pour diversifier et promouvoir les industries bien rémunérées en Eswatini.

SOUTENIR L'ACCÈS AU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Nous avons soutenu la Banque Rwandaise de Développement (BRD) pour préparer sa demande auprès du Fonds vert pour le climat, y compris l'ébauche d'une proposition pour obtenir un soutien à la préparation du Fonds vert pour le climat. La demande a été approuvée et la BRD peut désormais accéder au financement climatique à plus grande échelle afin de mobiliser davantage les investissements dans les secteurs verts.

> ***La nouvelle politique abordera des enjeux tels que la participation économique active des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap, ainsi que des micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Actuellement, l'économie de l'Eswatini n'est pas inclusive, car ces groupes ne bénéficient pas de manière équitable de l'industrie manufacturière du pays, ce qui a engendré une société fortement inégalitaire.***
>
> Zamanyambose B Mtetwa, directrice de l'industrie au ministère du commerce, de l'industrie et des affaires, gouvernement de l'Eswatini

RENFORCER LES STRATÉGIES NATIONALES POUR CRÉER UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE AUX ENTREPRISES SOCIALES ET INCLUSIVES

Au Kenya, nos interventions se sont concentrées sur l'amélioration de la stratégie pour les entreprises nationales, ce qui a mené à des chemins plus clairs pour l'entrepreneuriat social et facilité une économie plus inclusive. Les réformes au Ghana visant à améliorer l'environnement des affaires pour les entreprises sociales ont stimulé la croissance et la durabilité dans ce secteur. En Éthiopie, les efforts de la Facilité ICR pour renforcer la stratégie des entreprises nationales ont posé les fondations d'une économie sociale plus dynamique, ce qui a en fin de compte encouragé le développement économique et l'innovation sociale.

Au Nigéria, la Kaduna Development and Investment Promotion Agency, KADIPA, la organisé un processus collaboratif de six mois avec l'assistance de la Facilité ICR qui impliquait différents partenaires publics et privés afin de concevoir son premier document sur une stratégie commerciale inclusive. Cette stratégie a défini la scène nationale sur les entreprises inclusives. L'appui du gouvernement concernant les réglementations et politiques pour les entreprises inclusives et la sécurisation du financement public-privé pour appliquer la vision de la stratégie de façon durable seront primordiaux pour toute évolutivité ultérieure.

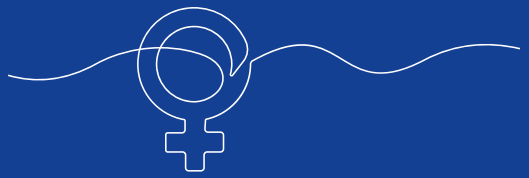
ACCÈS AU FINANCEMENT POUR LES ENTREPRISES SOCIALES

Notre assistance technique au ministère de l'industrie, de l'investissement et du commerce de Jamaïque et le Planning Institute of Jamaica ont aidé les entreprises sociales et leurs intermédiaires à accéder à des opportunités d'investissement. Cela a été réalisé grâce au développement de documents clés, y compris un outil mis à jour sur le retour sur investissement social, un rapport d'analyse du marché sur la propension à investir et une liste de contrôle de la propension à investir sensible au genre, ainsi qu'une formation pour les institutions et intermédiaires concernés.

> ***Je suis fier que suite à l'aide que nous avons reçue de la Facilité ICR, nous ayons pu renforcer notre dialogue public-privé avec les agences gouvernementales.***
>
> Edwin Zu-Cudjoe, directeur général de Social Enterprise Ghana

Leçons clés pour les professionnel·le·s

Nous avons beaucoup appris de notre travail auprès des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Voici trois leçons très importantes que nous souhaitons vous partager.



N'oubliez pas les femmes.

Les femmes jouent un rôle essentiel, mais souvent ignoré, dans la lutte contre le réchauffement climatique et dans le développement d'une économie verte. Bien qu'elles fassent partie des personnes les plus affectées, puisqu'elles subissent la majorité des désastres climatiques et dégradations environnementales, les femmes sont aussi de puissantes agentes du changement. Les entreprises appartenant à des femmes et les initiatives communautaires amènent souvent à des solutions innovantes pour le développement durable, la gestion des ressources et le renforcement de la résistance. Reconnaître les femmes et leur donner les moyens en tant que parties prenantes et dirigeantes de l'action climatique permet de répondre aux disparités de genre et d'exploiter leur plein potentiel pour stimuler une transformation environnementale durable et constructive.

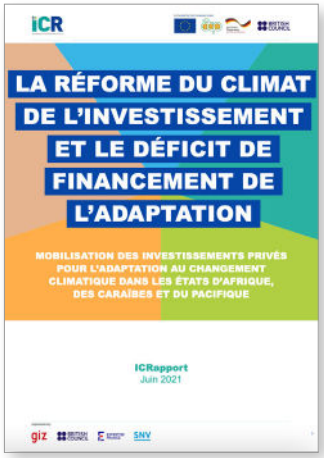
L'importance de la terminologie. La terminologie peut prêter à confusion.

« Entreprise sociale » et « entreprise inclusive » sont des termes généralement utilisés par les bailleurs européens, mais ils peuvent sembler inhabituels pour de nombreuses entreprises dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Cependant, lorsque ces concepts sont expliqués plus en détail, les partenaires découvrent souvent que cela ressemble de près à leurs propres modèles commerciaux, dont la plupart visent déjà à atteindre des objectifs sociaux. Cette compréhension commune aide à combler le fossé entre la terminologie et les pratiques locales, en mettant en valeur la pertinence de ces approches dans des contextes divers.

Des cadres réglementaires adaptés pour optimiser l'impact positif.

Les entreprises sociales et inclusives méritent leurs propres cadres réglementaires dédiés. En apportant des avantages sociaux et économiques, elles font souvent face à des défis et charges doubles. Un environnement réglementaire adapté aiderait ces entreprises en maximisant leur impact positif et en leur permettant de fournir plus d'avantages à la société.

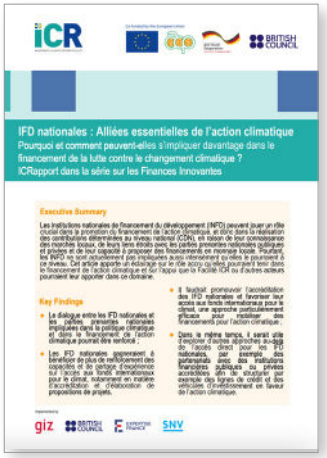
En savoir plus



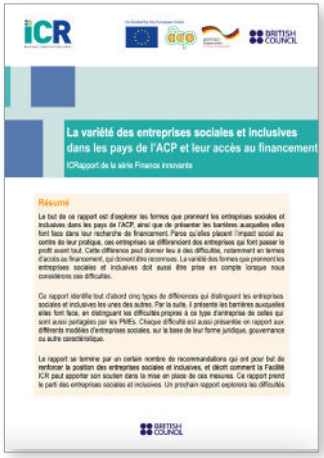
Le Rapport ICR, La réforme du climat de l'investissement et le déficit de financement de l'adaptation, identifie les opportunités commerciales pour l'adaptation au changement climatique et milite pour des réformes du climat de l'investissement afin d'encourager l'implication du secteur privé.

Soutien aux entreprises dans la mise en œuvre de solutions d'adaptation au changement climatique dans les états ACP : les actions prioritaires et le rôle des capitaux internationaux propose des mesures pour que les entreprises ACP fournissent des biens et services essentiels pour la résilience face au changement climatique, en insistant sur la nécessité des financements concessionnels et de produits financiers mixtes plus innovants pour réduire les risques.

Vers des politiques budgétaires et financières d'adaptation au changement climatique et de renforcement de la résilience climatique des pays ACP est un Rapport ICR qui explore comment les politiques fiscales et financières peuvent guider les investissements vers une adaptation climatique, en suggérant que les politiques domestiques peuvent encourager le financement des efforts d'adaptation et améliorer la résilience globale.



IFD nationales : alliées essentielles de l'action climatique met en valeur le potentiel inexploité des institutions de financement du développement nationales dans le financement de l'action climatique, offrant des recommandations pour renforcer les partenariats et soutenir les initiatives d'adaptation.



Le Rapport ICR, La variété des entreprises sociales et inclusives dans les pays de l'ACP et leur accès au financement, met en valeur la variété des entreprises sociales et inclusives présentes dans la région et explore les obstacles rencontrés pour accéder au financement.

Soutien à l'investissement dans les entreprises sociales et inclusives : meilleures pratiques pour les décideurs politiques et les investisseurs dans les pays ACP est un Rapport ICR qui examine l'investissement à impact et son potentiel.

L'Analyse de l'environnement des affaires des emplois verts au Ghana et la Cartographie des parties prenantes de la stratégie des emplois verts au Ghana explorent l'engagement du Ghana pour le développement économique vert.

Les outils ICR qui soutiennent les réformes écologiques, dont une liste de contrôle de l'intégration verte et un diagnostic de stratégie verte, sont inclus dans la Boîte à outils pour la réforme de l'environnement des affaires.

Consultez nos articles de l'ICR concernant les économies verte et sociale

Sélectionnez les options « **économie verte** » et « **économie sociale** ».

LIRE ICI

Cette publication a été produite avec l'aide financière de l'Union européenne (UE), l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS) dans le cadre du 11ème Fonds européen de développement (FED), le Ministère fédéral allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ) et le British Council. La Facilité ICR est mise en œuvre par la GIZ, le British Council, Expertise France et SNV. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité du British Council et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'UE, de l'OACPS, du BMZ ou des autres partenaires de mise en œuvre.

La Facilité ICR soutient les pays et les institutions régionales de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS), dans leur processus de dialogue public-privé afin de créer un climat d'investissement plus propice et durable.

ÉDITEUR

Facilité ICR
Rue du Trône 108, 1050 Bruxelles, Belgique
www.icr-facility.eu

RÉDACTION ET CONCEPTION

Julie Pybus et Fanny Blanquier, *Pioneers Post*

La responsabilité du contenu des liens vers les sites externes liés à cette publication incombe toujours à leurs éditeurs respectifs. La Facilité ICR n'est pas responsable de ce contenu.

Bruxelles, juillet 2025